



**PRÉFET  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Boulevard George Sand  
36000 CHÂTEAURoux

Châteauroux, le 12/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**COLAS**

Les Orangeons  
36330 LE POINÇONNET

Références : VAT20220242

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement COLAS implanté au lieu-dit Les Orangeons 36330 LE POINÇONNET. L'inspection a été annoncée le 12/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLAS
- Les Orangeons 36330 LE POINÇONNET
- Code AIOT dans GUN : 0010000620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non

#### **– Situation de l'entreprise :**

La société COLAS exploite, sur son site du Poinçonnet, une centrale d'enrobage à chaud, ainsi qu'une centrale d'enrobage à froid. Cet établissement emploie environ 85 personnes et a produit 163 000 tonnes d'enrobés en 2021.

#### **– Point sur le classement de l'établissement :**

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juillet 1990. Le courrier préfectoral du 5 septembre 2016 a mis à jour la situation administrative de l'établissement. Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2521-1 : enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers (enregistrement (E) – cf. point de

contrôle relatif à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 17/07/1990) ;

- 4801-1 : houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses : la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de 725 tonnes (autorisation).
- 2517-2 : station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques : la superficie de l'aire de transit étant de 28 616 m<sup>2</sup> (enregistrement) ;
- 2515-1-b : broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes : la puissance maximum de l'ensemble des installations étant de 178 kW (déclaration) ;
- 2521-2.b : enrobage à froid au bitume de matériaux routiers : la capacité de l'installation étant de 1 500 t/j (déclaration).

– Projets et investissements :

Sans objet.

– Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des suites de la visite d'inspection précédente ;
- prévention de la pollution atmosphérique ;
- prévention de la pollution des eaux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Modifications de l'installation	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4.1.	/	Sans objet
Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
Remise des déchets à une personne autorisée	Code de l'environnement, article L. 541-2	/	Sans objet
Capacité horaire - enrobage à chaud	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 5.1	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission - autres composés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	/	Sans objet
Rétention et isolement	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4.4	/	Sans objet
Conditions de rejet dans l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31	/	Sans objet
VLE pour rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 1	/	Sans objet
Tri des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4.5	/	Sans objet
Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
Prévention des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4.2	/	Sans objet
Rejets canalisés	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 5	/	Sans objet
Débit et mesures	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 24	/	Sans objet
Surveillance des émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission - poussières et vitesse d'éjection	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 5.1	/	Sans objet
Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4.4	/	Sans objet
Capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4.4	/	Sans objet
Rétention du dépôt de bitume	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 6	/	Sans objet
Surveillance des émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### **2-4) Fiches de constats**



**Nom du point de contrôle : Nature des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Gestion des suites de la visite d'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique : 120 I,B Libellé et régime : Procédé de chauffage employant comme transmetteurs de chaleur des fluides constitués par des corps organiques combustibles. Ces liquides étant utilisés soit en circuit fermé, soit comme simple bain, la température d'utilisation étant supérieure au point de feu des fluides lorsque les échangeurs sont situés dans un local indépendant du générateur, A. Nature de l'installation : la quantité de fluide chaud circulant dans l'installation mesurée à une température ordinaire étant de 2 x 3 000 l.  Rubrique : 153 bis B Libellé et régime : Installation de combustion consommant seul ou en mélange un combustible autre que le FOD ou le gaz naturel (fioul lourd n° 2 BTS) [...], A. Nature de l'installation : la puissance thermique maximale de l'installation étant de 13,96 MW.  [...] Rubrique : 2521 (courrier préfectoral du 06/09/2016) Libellé et régime : Station d'enrobage au bitume de matériaux routiers, A. Nature de l'installation : à chaud.  [...] Rubrique : 4734 (courrier préfectoral du 06/09/2016) Libellé et régime : Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, non classé. Nature de l'installation et volume : cavités souterraines et stockages enterrés, 50 t.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée. L'exploitant pourrait utilement porter à la connaissance du préfet de l'Indre les quantités maximales de produits pétroliers visés par la rubrique 4734 de la nomenclature ICPE.
<b>Observations :</b> Constat du 11/06/2019 : « Suite au décret n° 2019-292 du 9 avril 2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la rubrique 2521, l'exploitant fera une demande de bénéfice des droits acquis auprès de la préfecture de l'Indre avant le 9 avril 2020 ». / Demande 1 : L'exploitant fera une demande de bénéfice des droits acquis auprès de la préfecture de l'Indre avant le 9 avril 2020.  En ce qui concerne la rubrique 2521-1, l'inspection précise qu'en raison d'une évolution de la nomenclature ICPE (décret n° 2019-292 du 09/04/2019), la société COLAS relève à présent du régime de l'enregistrement. L'arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des ICPE est applicable aux installations existantes qui en ont fait la demande dans les conditions définies dans son annexe I. L'exploitant n'a pas transmis une telle demande.  L'exploitant déclare que son ancienne chaufferie au fioul lourd et son ancien système de chauffage des cuves de bitume par un fluide constitué par un corps organique combustible ont été abandonnés au profit d'un système de chauffage électrique. Ce point est confirmé par la visite du site (absence de chaudière, stockage de bitume non chauffé par un système utilisant des fluides caloporteurs). Comme acté dans le courrier préfectoral du 05/09/2016, l'établissement ne comporte donc pas d'installation soumise à la rubrique 2910 ni à la rubrique 2915 de la nomenclature ICPE.  Le courrier préfectoral précité indique que le volume maximum de produits pétroliers pouvant relever de la rubrique 4734 de la nomenclature ICPE est de 50 t, ce qui correspond au seuil du régime de la déclaration. Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence d'une cuve enterrée de 15 m3 (soit environ 13 t) de fioul domestique au niveau de la station de distribution interne ;</li><li>- présence d'une cuve enterrée de 30 m3 (soit environ 25 t) de gazole au niveau de la station de distribution interne ;</li><li>- présence d'une cuve aérienne de 4 m3 (soit environ 3,5 t) de gazole non routier au niveau du parc</li></ul>

à liants.

La quantité de produits pétroliers concernés par la rubrique 4734 susceptible d'être présente dans l'installation est d'environ 41,5 t. Cette installation n'est donc pas classable. L'exploitant pourrait toutefois porter cette information à la connaissance du préfet de l'Indre afin de corriger l'ambiguïté présente dans le courrier du 05/09/2016.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet.

**Nom du point de contrôle :** Modifications de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4.1.

**Thème(s) :** Situation administrative, Gestion des suites de la visite d'inspection précédente

**Prescription contrôlée :**

Tout projet de modification [...] devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au Préfet de l'INDRE.

**Constats :** L'exploitant doit transmettre à l'unité interdépartementale du Cher de l'Indre de la DREAL Centre-Val de Loire les informations qu'il a adressées à la DDT de l'Indre en ce qui concerne la déclaration de son forage.

L'exploitant transmet, par courriel du 06/05/2022, les éléments précités. Toutefois, ce forage étant connexe d'une installation ICPE soumise au régime de l'enregistrement, l'exploitant doit adresser au préfet de l'Indre une demande de modification des conditions d'exploitation de son établissement qui doit inclure la déclaration dudit forage.

**Observations :** Constat du 11/06/2019 : « L'exploitant a pour projet le rachat de la parcelle communale sur laquelle est implantée une réserve incendie de 200 m<sup>3</sup> située en limite de clôture le long de la route de Velles, l'exploitant envisage la création d'un forage sur cette parcelle pour alimenter son installation en eau. L'inspection précise que le site relève de la législation des installations classées et que la création du forage sera une fois la parcelle acquise une modification des conditions d'exploiter l'installation qui devra être déclarée auprès de la préfecture de l'Indre ». / Remarque 1 : Les modifications des conditions d'exploitation de l'installation doivent être déclarées auprès de la préfecture de l'Indre.

L'exploitant présente le courrier qu'il a transmis le 29/11/2019 à la DDT de l'Indre en ce qui concerne la déclaration du forage qu'il a installé sur la parcelle précitée.

Visite de l'installation : présence d'un forage alimentant l'installation en eau sur la parcelle de l'ancienne réserve incendie de 200 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Registre des déchets sortants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des suites de la visite d'inspection précédente

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;
- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].

**Constats :** Le registre des déchets sortants de l'établissement comporte des lacunes (caractère POP ou non des déchets, données concernant les transporteurs non renseignées de manières systématiques) et des incohérences (certains codes de traitement incompatibles avec la qualification du traitement final).

**Observations :** Constat du 11/06/2019 : «Le jour de la visite l'exploitant ne dispose pas des justificatifs permettant de montrer que les déchets concernés par le bordereau de suivi des déchets dangereux n° S0313-0305/047158601/15110059 du 24 novembre 2015 ont été éliminés ». / Non-conformité 1 : L'exploitant ne peut justifier de l'élimination finale de ses déchets.

L'exploitant a transmis, le 18 juillet 2019, les éléments complémentaires correspondants aux déchets concernés par le bordereau de suivi des déchets dangereux n° S0313-0305/047158601/15110059 du 24 novembre 2015. Ces éléments n'appellent pas d'observation.

Examen du registre des déchets sortants de l'établissement concernant l'année 2022 :

- il ne prévoit pas le recueil, pour chaque déchet sortant, des informations concernant son caractère POP du déchet ;
- absence de l'adresse des transporteurs de déchet ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- certaines informations sont manquantes : absence de certains numéros de récépissés de transporteur (ex : expédition de DIB (20 03 02) du 17/01/2022) ;</li> <li>- les codes de traitement attribués à certains déchets expédiés sont incohérents avec la qualification du traitement final (expédition des déchets issus du curage du séparateur d'hydrocarbures en date du 26/03/2021 : attribution du code R12 (opération de prétraitement avant recyclage ou valorisation) alors que le traitement final correspond à une élimination du déchet sans valorisation (D10)).</li> </ul> <p>Examen du bordereau de suivi des déchets n° 0313-6559870.1.1-1 correspondant à l'expédition d'eaux issues du séparateur d'hydrocarbures : pas de remarque.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Remise des déchets à une personne autorisée

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L. 541-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des suites de la visite d'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne s'assure pas systématiquement que les personnes à qui il remet ses déchets sont autorisées à les prendre en charge.  L'exploitant transmet, par courriel du 06/05/2022, les récépissés de transport de déchet et les arrêtés d'autorisation concernant certaines des entreprises auxquelles il remet ses déchets. Toutefois les autorisations concernant la société CTSP sont absentes des documents transmis. En outre, les informations transmises sont incomplètes (absence de l'arrêté autorisant la société Safety Kleen à admettre les déchets qui lui ont été remis).
<b>Observations :</b> D'après le registre des déchets sortants de son établissement, l'exploitant a remis des déchets non-dangereux à la société CTSP le 17/01/2022. C'est cette même société qui a réalisé le transport des déchets précités.  L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le récépissé autorisant la société CTSP à transporter ces déchets, ni l'arrêté préfectoral l'autorisant à les admettre dans son installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Tri des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des suites de la visite d'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits par les installations dans les conditions propres à assurer la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Visite de l'atelier de réparation des véhicules : pas d'erreur de tri des déchets constatée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des suites de la visite d'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
<b>Constats :</b> Le dispositif d'enregistrement des agressions de la foudre sur le site est défectueux.  L'exploitant transmet, par courriel du 06/05/2022, une photographie du compteur précité. Ce dispositif a été réparé et est fonctionnel (présence d'un affichage).
<b>Observations :</b> Remarque 4 du 11/06/2019 : Les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet d'une visite de contrôle annuelle.  L'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none"><li>- le rapport de vérification visuelle de ses dispositifs de protection contre la foudre réalisé par la société Bureau Veritas en date du 28/10/2020 ;</li><li>- le rapport de vérification complète de ses dispositifs de protection contre la foudre réalisé par la société Bureau Veritas en date du 15/11/2021.</li></ul> Examen du rapport de vérification complète précité : absence d'observation.  Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence d'un paratonnerre sur la cheminée de la centrale d'enrobage à chaud ;</li><li>- présence d'un dispositif d'enregistrement des agressions de la foudre sur la descente du paratonnerre. Toutefois, ce dispositif est hors service (absence d'affichage).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Capacité horaire - enrobage à chaud**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Centrale d'enrobage
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité horaire de l'installation sera de 150 t maximum.
<b>Constats :</b> La capacité horaire de production de la centrale d'enrobage à chaud est supérieure à 150 t/h.
<b>Observations :</b> Le dernier rapport d'analyse des rejets atmosphérique indique que la capacité de production de la centrale d'enrobage à chaud est de 200 t/h. L'exploitant déclare que cette capacité s'élève plutôt à 160 t/h à 5 % d'humidité. Ces valeurs sont supérieures à la capacité de production maximale prescrite.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Prévention des émissions de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des [...] des poussières [...] susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments, à la beauté des sites.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- les rejets de la centrale d'enrobage à chaud sont canalisés ;</li><li>- présence d'un dispositif de traitement des émissions de la centrale d'enrobage à chaud (filtre à manches) ;</li><li>- le filler est stocké dans un silo fermé ;</li><li>- les matériaux présents sur la plateforme sont stockés sous forme de tas stabilisés ;</li><li>- présence d'un dispositif permettant l'arrosage des pistes par temps sec.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rejets canalisés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> La hauteur de la cheminée sera au moins égale à 22,35 m.  La hauteur de la cheminée de la chaufferie sera au moins égale à 12 m.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- centrale d'enrobage à chaud : présence d'une cheminée dont la hauteur est cohérente avec la hauteur prescrite ;</li><li>- présence d'une cheminée au niveau de l'ancienne chaufferie. Cet conduit est à présent désaffecté.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Débit et mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf disposition particulière précisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs); les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.  [...] L'arrêté d'autorisation précise la teneur en oxygène des gaz résiduels, à laquelle sont rapportées les valeurs limites sauf dans les cas où l'oxygène est proscrit ou présente un taux négligeable.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée. L'arrêté d'autorisation ne précise pas la teneur en oxygène des gaz résiduels, à laquelle sont rapportées les valeurs limites, toutefois l'exploitant pourrait utilement se référer aux conditions normalisées définies à l'article 6.6 de l'arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature ICPE (teneur en oxygène de référence de 17 %).
<b>Observations :</b> Examen du rapport de mesure des émissions atmosphériques réalisées en 2021 : - le débit est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - les concentrations sont exprimées dans les mêmes conditions ; - la teneur en oxygène des gaz résiduels retenue est celle mesurée (15,6 %). L'arrêté d'autorisation du 17/07/1990 ne précise pas la teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limites, toutefois l'exploitant pourrait utilement se référer aux conditions normalisées définies à l'article 6.6 de l'arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature ICPE (teneur en oxygène de référence de 17 %).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> L'exploitant réalise les mesures des rejets atmosphériques de sa centrale d'enrobage selon une périodicité annuelle (dernière intervention réalisée en septembre 2021, précédente réalisée en septembre 2020).  L'exploitant présente les rapports associés aux mesures réalisées en 2020 et en 2021. Il sont été réalisés par la société Bureau Veritas qui dispose de l'accréditation COFRAC n° 1-6258.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Valeurs limites d'émission - poussières et vitesse d'éjection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Quel que soit le combustible utilisé et les régimes de fonctionnement de l'installation, les gaz rejetés à l'atmosphère ne devront pas contenir, en marche normale plus de 150 mg/Nm <sup>3</sup> de poussières. [...] La vitesse minimale ascendante des gaz rejetés à l'atmosphère devra être au moins égale à 8 m/s.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Examen du rapport d'analyse des rejets atmosphériques du 21/09/2021 : - la vitesse d'éjection des effluents gazeux est mesurée à 18,7 m/s ; - la concentration en poussières mesurée est de 1,53 mg/Nm <sup>3</sup> (sur gaz sec à 15,6 % d'O <sub>2</sub> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission - autres composés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

7 - Composés organiques volatils :

a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :

Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>. [...]

b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III :

Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m<sup>3</sup>.

En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m<sup>3</sup> ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m<sup>3</sup>, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.

c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié :

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m<sup>3</sup> en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m<sup>3</sup> est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés. [...]

8 - Métaux et composés de métaux (gazeux et particuliers) :

a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés : si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1g/h, la valeur limite de concentration est de 0,05 mg/m<sup>3</sup> par métal et de 0,1 mg/m<sup>3</sup> pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl);

b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés autres que ceux visés au 12° : si le flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m<sup>3</sup> (exprimée en As + Se + Te);

c) Rejets de plomb et de ses composés : si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m<sup>3</sup> (exprimée en Pb) ;

d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés autres que ceux visés au 12° : si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m<sup>3</sup> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).

**Constats :** L'exploitant ne mesure pas, dans ses rejets atmosphériques, les concentrations et les flux en composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, les substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, ainsi que les métaux et composés de métaux (gazeux et particuliers).

Par ailleurs, en raison de l'évolution de l'état de l'art introduite par l'arrêté ministériel du

09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature ICPE, l'exploitant pourrait utilement évaluer ses rejets atmosphériques au regard des dispositions de l'arrêté précité (en particulier son article 6.7) et proposer au préfet de l'Indre les valeurs limites d'émission applicables à son installation.

**Observations :** Examen du rapport d'analyse des rejets atmosphériques du 21/09/2021 :  
- COVNM (composés organiques volatils à l'exclusion du méthane) : concentration : 40,7 mg/Nm<sup>3</sup> ; flux : 1,24 kg/h (valeurs sur gaz sec à 15,6 % d'O<sub>2</sub>) ;  
- l'exploitant ne mesure pas les concentrations et les flux en COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, les substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, ainsi que les métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires).

Par ailleurs, l'inspection précise que l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature ICPE (et notamment son article 6.7), a fait évoluer l'état de l'art en ce qui concerne les rejets atmosphériques des centrales d'enrobage.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Traitement des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux vannes de l'établissement feront l'objet d'un traitement individuel (fosse sceptique) ou seront rejetées au réseau eaux usées communal.  Les eaux usées de l'établissement feront l'objet d'un traitement approprié (débourbeur, déshuileur, neutralisation, etc.) avant rejet au fossé du CD N° 67 [...] ou avant rejet au réseau public d'assainissement.  Les eaux pluviales, eaux de ruissellement et eaux provenant des aires de lavage devront faire l'objet d'un prétraitement approprié (débourbeur, déshuileur...) avant rejet au fossé bordant le CD 67.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée. Le plan des réseaux humides de l'exploitant pourrait être mis à jour afin d'y faire figurer les modifications intervenues (création du forage) et d'identifier de manière plus claire les points de rejet des eaux collectées ainsi que les caractéristiques des ouvrages de traitement.  L'exploitant transmet, par courriel du 06/05/2022, le plan des réseaux humides de l'établissement mis à jour (indice C du 05/05/2022).
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le plan de ses réseaux humides à l'indice B en date du 23/08/2019. Les réseaux de collecte des eaux industrielles issues de la centrale d'enrobage à froid et des eaux pluviales y sont notamment représentés. Ce plan permet d'identifier : <ul style="list-style-type: none"><li>- que les eaux vannes de l'établissement sont raccordées au réseau d'assainissement communal ;</li><li>- que les eaux pluviales sont dirigées vers un bassin de décantation, puis vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au fossé bordant la RD n° 67 ;</li><li>- que les eaux industrielles issues de la centrale d'enrobage à froid sont dirigées vers un bassin filtrant avant de rejoindre le bassin de décantation et le séparateur d'hydrocarbures précités.</li></ul> Le plan des réseaux humides de l'exploitant pourrait être mis à jour afin d'y faire figurer les modifications intervenues (création du forage) et d'identifier de manière plus claire les points de rejet des eaux collectées ainsi que les caractéristiques des ouvrages de traitement.  Par ailleurs, l'exploitant déclare que le séparateur d'hydrocarbures de l'établissement a fait l'objet d'un curage le 22/03/2022. Il présente le bordereau de suivi des déchets dangereux associé.  Il présente également le plan de contrôle des ouvrages. Il y est précisé que le bassin filtrant fait l'objet d'une vérification visuelle tous les trois mois.  Visite de l'installation : présence des ouvrages précités (nouveau forage, bassin de filtration des eaux issues de la centrale d'enrobage à froid, bassin de décantation, séparateur d'hydrocarbures).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rétention et isolement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'établissement devra être pourvu d'un dispositif formant rétention destiné à collecter et retenir la totalité des eaux de ruissellement résultant d'un éventuel incendie de l'entreprise.
<b>Constats :</b> Présence d'une importante couche de sédiments et de roseaux réduisant la capacité de confinement du bassin de décantation.  Par ailleurs, l'exploitant doit s'assurer qu'il est en mesure de collecter et de retenir la totalité des eaux de ruissellement résultant d'un éventuel incendie de son établissement en réalisant et en transmettant à l'inspection des installations classées les calculs appropriés (D9 et D9A).  L'exploitant transmet, par courriel du 06/05/2022, les calculs D9 et D9A précités. L'exploitant doit évaluer, au regard du volume des eaux de ruissellement résultant d'un éventuel incendie, la suffisance des capacités de rétention présentes sur son site pour les scénarios les plus défavorables.
<b>Observations :</b> Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence d'une vanne d'obturation en sortie du bassin de décantation permettant d'isoler le site du milieu naturel ;</li><li>- réalisation d'un essai de fermeture et d'ouverture de la vanne précitée : concluant ;</li><li>- l'exploitant déclare qu'il réalise périodiquement des essais de la vanne d'obturation (le précédent ayant été réalisé le 27/04/2022) ;</li><li>- en cas de fermeture de la vanne d'obturation les eaux d'extinction sont confinées dans le bassin de décantation ;</li><li>- présence de sédiments et de roseaux au fond du bassin de décantation ;</li><li>- dimensions du bassin de décantation : une partie palléipédique dans lequel le volume disponible le jour de l'inspection (déduction faite de la couche de sédiments en fond de bassin) est d'environ 92,4 m3 (20 x 3,3 x 1,4 m) et une partie en pente, remontant jusqu'au terrain naturel, d'une longueur d'environ 5 m, soit un volume supplémentaire d'environ 11,6 m3. Il en résulte une capacité de confinement disponible dans le bassin de décantation d'environ 104 m3.</li></ul> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les calculs (D9 et D9A) permettant de justifier le dimensionnement de ses moyens de rétention des eaux d'extinction d'un incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Capacité de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le stockage de chaux n'est pas associé à une capacité de rétention de volume adapté.  Par ailleurs, l'exploitant pourrait afficher sur les réservoirs présents dans son établissement le nom et les symboles de danger associés aux produits qu'ils contiennent.  L'exploitant transmet, par courriel du 06/05/2022, une photographie du stockage de chaux. Présence d'un conteneur résiduel de 1 m3 qui est désormais associé à une capacité de rétention dont le volume est manifestement supérieur à celui du contenant.
<b>Observations :</b> Visite du parc à liants : <ul style="list-style-type: none"><li>- le parc à liants est implanté sous abris ;</li><li>- présence de quatre cuves de bitume d'une capacité de 80 m3 (capacité totale 320 m3) ;</li><li>- ces quatre cuves sont associées à une rétention en béton d'une capacité de 197 m3 (volume adapté) ;</li><li>- présence d'une cuve d'une capacité de 4 m3 contenant du gazole non routier. La capacité de rétention est assurée par le fait que cette cuve est munie d'une double-peau ;</li><li>- les cuves du parc à liant ne portent pas le nom ni les symboles de danger associés aux produits qu'elles contiennent.</li></ul> Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence de quatre conteneurs d'une capacité de 1 m3 renfermant de la chaux sous forme liquide ;</li><li>- les quatre conteneurs précités ne sont pas associés à une capacité de rétention ;</li><li>- le nom et les symboles de danger associés à la chaux sont indiqués sur deux des quatre conteneurs.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rétention du dépôt de bitume**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des dépôts formera une cuvette de retenue incombustible susceptible d'empêcher, en cas d'accident, tout écoulement de goudron liquide à l'extérieur du dépôt.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Visite du parc à liants : la rétention associée au dépôt de bitume est en béton. Pas de dégradation notable constatée en ce qui concerne la rétention précitée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surveillance des émissions dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> L'exploitant déclare qu'il réalise une analyse annuelle de ses rejets vers le milieu naturel (après le séparateur d'hydrocarbures situé en sortie de bassin de décantation, dans lequel transitent les eaux industrielles après filtration et les eaux pluviales collectées).  La dernière analyse a été réalisée le 26/11/2021 par la société INOVALYS, qui dispose d'un agrément COFRAC. L'analyse précédente a été réalisée le 07/12/2020 par la même société.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Conditions de rejet dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C [...].  [...] Le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne mesure pas la température des effluents liquides qu'il rejette au milieu naturel.
<b>Observations :</b> Examen de l'analyse des rejets liquides de l'établissement vers le milieu naturel réalisée le 26/11/2021 par la société INOVALYS : - pH : 7,5 ; - température : non mesurée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : VLE pour rejet dans le milieu naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent [...] les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. - matières en suspension [...] : 100 mg/l si le flux journalier maximal [...] n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - DBO5 [...] : 100 mg/l si le flux journalier maximal [...] n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ; - DCO [...] : 300 mg/l si le flux journalier maximal [...] n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; [...] - hydrocarbures totaux : 10 mg/l, si le rejet dépasse 100 g/j. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant ne fait pas analyser la DBO5 des effluents liquides qu'il rejette au milieu naturel. Par ailleurs, les flux associés aux différents polluants rejetés ne sont pas précisés.
<b>Observations :</b> Examen de l'analyse des rejets liquides de l'établissement vers le milieu naturel réalisée le 26/11/2021 par la société INOVALYS : - matières en suspension : 26 mg/l ; - DBO5 : non mesurée (l'exploitant a fait mesurer la DBO à 7 jours (11 mg/l )) ; - DCO : 37 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 1,6 mg/l.  L'exploitant n'a pas fait mesurer les flux associés à ces paramètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

